

**Union européenne - Birmanie -
Déclaration de la Haute
représentante, au nom de l'Union
européenne, relative à l'alignement
de certains pays tiers concernant
des mesures restrictives à l'encontre
du Myanmar/de la Birmanie -
Communiqué de presse
(Bruxelles, 28 juin 2017)**

Le 25 avril 2017, le conseil a adopté la décision (PESC) 2017/734 (publiée le 26.4.2017 au Journal officiel de l'Union européenne L 108, p.35). Cette décision proroge les mesures restrictives existantes jusqu'au 30 avril 2018.

L'ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro*, la Serbie* et l'Albanie*, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, et l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, ainsi que la République de Moldavie se rallient à la présente déclaration.

Ces pays veilleront à ce que leurs politiques nationales soient conformes à cette décision du Conseil.

L'Union européenne prend acte de cet engagement et s'en félicite./.

*L'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.